

**Mairie**  
**29 rue de la Croix des Combes**  
**BEYNAC**  
**87700**

**DELIBERATION**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N°2026/10 EN DATE DU 20/03/2026**

Le Conseil Municipal de Beynac s'est réuni en session ordinaire, le 20 mars 2026 à 20h30, à la Mairie, selon la convocation en date du 16 mars 2026, sous la présidence du maire, Madame Marie-Claude BEYRAND.

**Nombre de conseillers**

En exercice :

Présents :

Représentés

Votants

**Exprimés**

Pour :

Contre :

Abstention :

**Présents :**

15 Marie-Claude BEYRAND, Philippe TRAMPONT,  
15 Sandrine JOUVE, Jean-Louis CONSTANT, Catherine  
00 EBURDERIE, Jean-Pierre BERGER, Jocelyne  
15 PIMPIN, Annick MACAIRE, David DU BOUCHERON,  
15 Patricia ARENA, Ludovic DUHAIN, Fabienne  
15 CHARON, Lorine GORSE, Léo BUISSON, Antoine  
00 DURAND  
00

M Antoine DURAND a été élu secrétaire de séance

**DELEGATION GENERALE DU CONSEIL AU MAIRE**

**Vu** code général des collectivités territoriales,

**Vu** les lois n°82-213 du 2 mars 1982 et n°82-623 du 22 juillet 1982,

**Vu** la loi n°86-972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,

Le conseil municipal donne à l'unanimité des membres présents :

**Article 1 :**

Délégation permanente est donnée au maire, pour la durée de son mandat, pour exercer les attributions relevant des matières énumérées à l'article L 2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**01.** D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

**02.** De procéder, à hauteur maximum du montant inscrit en recette au budget primitif de l'année en cours (chapitre 16 du BP afférent aux emprunts), à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du code de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

**03.** De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 50 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5%, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

04. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
05. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
06. De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
07. De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière ;
08. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
09. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €.
10. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.
11. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.
12. De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
13. De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.
14. D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code à hauteur de 100 000€ maximum.
15. D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle. Cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense devant toutes les juridictions ;
16. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée à 20 000 € maximum.
17. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum annuel de 50 000 €.
18. D'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

**Article 2 :**

En cas d'empêchement du maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation seront prises par le premier et le second adjoint.

Fait et délibéré en mairie  
Les jour, mois et an que dessus ;  
Au registre sont les signatures ;

Le secrétaire de séance,  
Antoine DURAND

La Maire,  
Marie-Claude BEYRAND

